



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/5

29 août 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR  
LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT  
QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE  
NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES  
GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET  
ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE  
LEUR UTILISATION

Première réunion

Pyeongchang, République de Corée, 13 – 17 octobre 2014

Point 13 de l'ordre du jour provisoire\*

### **ORIENTATION CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES AUX FINS D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

*Note du Secrétaire exécutif*

#### **I. INTRODUCTION**

1. Conformément à son plan de travail contenu à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties, le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (le Comité intergouvernemental) s'est penché sur la question de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole à sa deuxième réunion et a adopté la recommandation 2/2 : Orientations concernant la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya. La recommandation comprend un projet de décision aux fins d'examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, à sa première réunion.

2. Aux paragraphes 1 et 2 de la recommandation, le Comité intergouvernemental encourage les Parties à inclure l'examen de la mobilisation des ressources pour le Protocole dans la Stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention et dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique. Le Secrétaire exécutif a aussi été invité à inclure des éléments sur la mobilisation des ressources pour le Protocole dans les ateliers régionaux et infrarégionaux, et autres activités entreprises en appui à l'application de la stratégie de mobilisation des ressources (paragraphe 3). De plus, le Comité intergouvernemental a recommandé que la onzième réunion de la Conférence des Parties tienne compte de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans son examen du point 4.1 de l'ordre du jour, qui porte sur l'examen de l'application de la stratégie de mobilisation des ressources, y compris l'établissement des objectifs (paragraphe 4).

---

\* UNEP/CBD/NP/COP-MOP/1/1.

3. La Conférence des Parties, à sa neuvième réunion, a adopté une stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention pour la période 2008-2015. La stratégie comprend plusieurs éléments liés à l'accès et au partage des avantages, et au Protocole de Nagoya. Dans les exposés soumis en réponse à la notification émise par le Secrétariat dans le cadre de la préparation de la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, plusieurs Parties ont indiqué qu'étant donné que la stratégie porte déjà sur le troisième objectif de la Convention et que le Protocole de Nagoya vise à l'appliquer, la réunion des Parties au Protocole de Nagoya devrait examiner, dans sa décision sur la mobilisation des ressources, les éléments pertinents de la stratégie et offrir une orientation à la Conférence des Parties sur les moyens de combler les besoins précis liés à la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya.<sup>1</sup>

4. Il y a eu plusieurs développements dans le contexte de la Convention sur la diversité biologique depuis la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, dont la présente réunion pourrait vouloir prendre en compte dans son examen de la décision sur la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya. La partie II de la note donne les grandes lignes des principaux éléments de la décision XI/4 sur la mobilisation des ressources ainsi que des éléments pertinents de diverses activités intersessions, dont l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention, le Groupe de haut niveau sur l'évaluation des ressources mondiales à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique, le Groupe d'experts sur la biodiversité au service du développement et de l'éradication de la pauvreté, le Séminaire de dialogue sur la mise à niveau du financement pour la diversité biologique qui a eu lieu à Quito en avril 2014 et les ateliers régionaux sur la mobilisation des ressources organisés par le Secrétariat. La partie III résume la recommandation sur la mobilisation des ressources proposée par le Groupe de travail à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion. Le projet de décision du Comité intergouvernemental sur la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya est reproduit à la partie IV, afin d'en faciliter la consultation. La partie IV propose également des éléments supplémentaires d'un projet de décision proposés par le Secrétaire exécutif à la lumière des récents développements concernant la mobilisation des ressources aux termes de la Convention.

## **II. DÉVELOPPEMENTS PERTINENTS CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES DANS LE CONTEXTE DE LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE**

5. La Conférence des Parties, à sa onzième réunion, a adopté la décision XI/4 concernant la mobilisation des ressources aux fins de réalisation des trois objectifs de la Convention. En réponse à la recommandation du Comité intergouvernemental, la Conférence des Parties a décidé, entre autres choses, d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources à l'appui de la réalisation des trois objectifs de la Convention (décision XI/4, paragraphe 12). La Conférence des Parties a aussi adopté des objectifs préliminaires pour la mobilisation des ressources<sup>2</sup> et a décidé d'examiner, à sa douzième réunion, les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 20 d'Aichi en vue d'adopter un objectif final pour la mobilisation des ressources (paragraphe 7 et 22 de la décision XI/4). De plus, la

---

<sup>1</sup> Voir le document UNEP/CBD/ICNP/2/4 préparé pour la deuxième réunion du Comité intergouvernemental, publié au : <http://www.cbd.int/icnp2/documents/>.

<sup>2</sup> Les objectifs préliminaires sont de doubler, d'ici à 2015, le soutien financier international global destiné à la diversité biologique des pays en développement, et de le maintenir au moins à ce niveau jusqu'en 2020, afin de contribuer à la réalisation des trois objectifs de la Convention, grâce à l'accord de la priorité, par les pays bénéficiaires, à la diversité biologique dans leurs plans de développement dans au moins 75 p. cent des pays bénéficiaires (décision XI/4, paragraphe 7).

Conférence des Parties a accueilli l'orientation sur le cadre de travail préliminaire pour les rapports et la méthodologie élaborée par le Secrétaire exécutif<sup>3</sup> et a invité les Parties et les autres gouvernements à l'utiliser pour présenter les rapports et effectuer le suivi des ressources mobilisées pour la diversité biologique aux niveaux mondial et national, et aussi de faire rapport sur leurs expériences relatives à l'application du cadre de travail.

6. La Conférence des Parties a également fait consensus sur les mesures à prendre suivantes : l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources (paragraphe 10) ; des travaux sur les risques et avantages potentiels des mécanismes de financement innovants propres à chaque pays, y compris sur les principes et garanties éventuels pour utiliser ces mécanismes (paragraphe 20 et 21) ; les modalités et les étapes qui mèneront à l'opérationnalisation complète du 3<sup>e</sup> objectif d'Aichi (paragraphe 8) ; les futurs travaux du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique (paragraphe 24) et les ateliers régionaux sur la mobilisation des ressources (paragraphe 27).

7. Conformément au paragraphe 10 de la décision XI/4, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, à sa cinquième réunion, tenue à Montréal en juin 2014, a examiné la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention. Il a aussi examiné le rapport de suivi global sur l'application de la stratégie de mobilisation des ressources, le cadre de travail préliminaire pour les rapports, le rapport de l'atelier technique sur les mécanismes de financement innovants, les points de vue et les enseignements tirés des mécanismes de financement innovants propres à chaque pays, les premiers résultats de la deuxième étape des travaux du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et un sommaire du deuxième Séminaire de dialogue sur la mise à niveau des finances pour la diversité biologique.<sup>4</sup>

#### **A. Examen de la stratégie de mobilisation des ressources**

8. Le Secrétaire exécutif a préparé une note fournissant de l'information détaillée sur l'examen de la mise en œuvre des buts 2, 5, 6, 7 et 8 de la stratégie de mobilisation des ressources<sup>5</sup>, afin d'aider le Groupe de travail et ensuite la Conférence des Parties dans leur examen de la stratégie de mobilisation des ressources. Les points principaux abordés dans le document d'information ont été résumés dans la partie I du document UNEP/CBD/WGRI/5/4 et ceux qui sont les plus pertinents à la mobilisation des ressources pour le Protocole de Nagoya sont soulignés ci-dessous.

9. En ce qui concerne le but 2 sur le renforcement des capacités nationales pour l'utilisation des ressources et la mobilisation des ressources financières nationales pour les trois objectifs de la Convention, les capacités institutionnelles pour l'utilisation et la mobilisation efficace des ressources, y compris l'expression de la valeur économique de la diversité biologique et des services écosystémiques connexes, sont encore limitées dans plusieurs pays. Deuxièmement, bien que l'intégration de la planification financière nationale aux révisions permanentes des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique soit en cours, le processus demeure faible en ce qui a trait à l'établissement des valeurs de référence financières, des coûts financiers des mesures et des programmes prévus et de l'établissement d'objectifs nationaux. De plus, l'intégration de la diversité biologique et des services écosystémiques aux plans nationaux de développement et aux stratégies sectorielles ne semble pas être planifiée ni institutionnalisée. Près de la moitié des Parties à la Convention ont fourni des exemples de

<sup>3</sup> UNEP/CBD/COP/11/14/Add.1.

<sup>4</sup> Le Secrétaire exécutif a préparé le document UNEP/CBD/WGRI/5/4 et divers documents informatifs (UNEP/CBD/WGRI/5/INF/3 à 9) à partir des exposés des Parties, des autres parties prenantes et sources pertinentes, afin d'aider le Groupe de travail à réaliser son mandat. Ces documents sont publiés sur le site <http://www.cbd.int/wgri5/documents>.

<sup>5</sup> UNEP/CBD/WGRI/5/INF/3.

l'utilisation des mesures d'encouragement fiscales pour appuyer les trois objectifs de la Convention.<sup>6</sup> De plus, quatre-vingt-cinq Parties (44 p. cent) ont fourni des exemples de la participation du secteur privé, mais d'autres travaux pourraient être nécessaires pour accroître leur rôle de gestionnaires de la diversité biologique et des services écosystémiques au moyen d'un cadre réglementaire, juridique et administratif comprenant l'accès au crédit, l'assurance et l'approvisionnement écologique pour la diversité biologique et les services écosystémiques.<sup>7</sup>

10. En ce qui concerne le but 5, le rapport indique que des progrès avaient été accomplis dans l'intégration de la diversité biologique et des services écosystémiques au sein des organisations donatrices multilatérales et bilatérales, et des institutions financières internationales.<sup>8</sup> Au sein du système des Nations Unies, l'Assemblée générale, dans sa résolution 67/212 du 21 décembre 2012, a décidé de consacrer un des événements spéciaux du Deuxième comité au cours de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale à une réunion d'information mixte par les organes des Nations Unies, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies sur la diversité biologique et afin de poursuivre ses efforts pour assurer la cohérence. Dans sa résolution 68/214, adoptée le 20 décembre 2013, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction de la tenue, le 30 octobre 2013, de la réunion mixte des agences des Nations Unies sur la mise en œuvre des trois objectifs de la Convention, y compris les mesures prises pour favoriser l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et des connaissances connexes, et indiqué que les interactions de ce genre devraient être encouragées.<sup>9</sup> Le financement offert par les organisations non gouvernementales internationales est organisé sensiblement de la même façon que l'aide officielle au développement pour la diversité biologique.

11. Quant au but 7 sur l'amélioration de la mise en œuvre des programmes et mécanismes d'accès et de partage des avantages en appui à la mobilisation des ressources, le document indique que les programmes et les mécanismes d'accès et de partage des avantages se sont étendus graduellement dans les régions. L'Amérique latine est partie à un plus grand nombre d'accords sur l'accès et le partage des avantages que les autres régions. En Afrique, la sous-région de l'Afrique du Nord est partie au plus grand nombre d'accords sur l'accès et le partage des avantages, tandis qu'en Asie, l'Asie occidentale est partie à plus d'accords sur l'accès et le partage des avantages que les autres sous-régions de l'Asie. Le document indique également sur les accords sur l'accès et le partage des avantages prévoient des paiements variant de quelques milliers de dollars à plus d'un million de dollars (<https://www.cbd.int/financial/abs>). L'Union for Ethical Biobanking (UEBT), l'initiative de la CNUCED pour le biocommerce et l'initiative sur l'Accès et le partage des avantages de l'ACP en sont des

---

<sup>6</sup> Les mesures fiscales consistent en des mesures d'imposition favorables à la diversité biologique, des augmentations de taxes pour les activités non avantageuses pour la diversité biologique, la réforme des revenus non imposables, l'ajustement des structures fiscales, le retrait des subventions nuisibles, l'intégration de la diversité biologique aux budgets nationaux, l'approvisionnement public écologique, les transferts fiscaux et des mesures d'encouragement intergouvernementales. Pour plus de détails : <http://www.cbd.int/financial/fiscalreform>.

<sup>7</sup> La participation du secteur privé comprend l'intégration du secteur financier et des banques d'écologisation, des entreprises offrant des services pour la diversité biologique, des marchés et des politiques habilitantes pour les entreprises durables, la privatisation, les partenariats public-privé, des mesures d'encouragement propres aux industries, des servitudes et des covenants, la cogestion, les politiques de crédit et des régimes d'assurance, l'accès à la bourse et la responsabilité des entreprises, entre autres. Pour plus de détails : <http://www.cbd.int/financial/privatefunding>.

<sup>8</sup> Par exemple, les banques de développement régionales sont les plus importants fournisseurs de ressources financières multilatérales et d'assistance technique pour la diversité biologique et les services écosystémiques dans leurs régions respectives. Voir : <http://www.cbd.int/financial/donorentities>.

<sup>9</sup> L'information a été fournie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Secrétariat du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

exemples. En ce qui concerne l'objectif stratégique 7.1, la sensibilisation et le renforcement des capacités pour la mise en œuvre des initiatives et mécanismes sur l'accès et le partage des avantages ont surtout été réalisés dans le cadre d'ateliers régionaux, de publications et d'activités de rayonnement du Secrétariat et de projets financés par le Fonds pour l'environnement mondial. Les projets ont appuyé des activités pour faciliter l'entrée en vigueur hâtive et créer des conditions habilitantes pour l'application du Protocole de Nagoya, et créé des occasions menant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'accords sur l'accès et le partage des avantages entre les fournisseurs et les utilisateurs de ressources génétiques. Les projets ont également contribué à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques concernant l'accès et le partage des avantages (objectif stratégique 7.2).

12. Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour faire avancer le but 7, notamment la promotion de la ratification, l'acceptation et l'accession universelles au Protocole de Nagoya ; le soutien fiscal pour les stratégies et politiques nationales des industries qui utilisent les ressources génétiques comme matière première ; l'intégration de l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages aux stratégies et politiques industrielles nationales ; des mesures fiscales et autres mesures favorables pour les revenus découlant de l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui sont réacheminés aux projets et activités de conservation et d'utilisation durable ; et la promotion de partenariats de renforcement des capacités et de coopération technique entre les pays ayant acquis de l'expérience concernant les accords sur l'accès et de partage des avantages et les pays qui n'ont pas cette expérience.

#### ***B. Rapport de suivi mondial sur la mobilisation des ressources***

13. Le récent rapport de suivi mondial sur la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources préparé par le Secrétaire exécutif<sup>10</sup> comprend une partie sur l'état et les tendances concernant l'indicateur 15 pour le suivi du but 7 de la stratégie de mobilisation des ressources (décision X/3), c'est-à-dire le nombre d'initiatives et de mécanismes sur l'accès et le partage des avantages, y compris la sensibilisation, pour accroître la mobilisation des ressources conformément à la Convention, et après son entrée en vigueur, au Protocole de Nagoya. Le rapport indique que le nombre d'initiatives sur l'accès et le partage des avantages a augmenté modestement au cours des deux dernières années. Environ le tiers des Parties, toutes régions confondues, sont parties à un accord sur l'accès et le partage des avantages. Par exemple, le cinquième rapport national révèle que 175 permis ont été émis en Australie de janvier 2009 à décembre 2013, en vertu des dispositions sur l'accès et le partage des avantages de la réglementation sur la protection de l'environnement et la conservation de la diversité biologique de 2000. En Afrique du Sud, 79 notifications pour l'étape de découverte de la bioprospection ont été enregistrées, 15 permis de bioprospection ont été approuvés et 69 accords de transfert matériel et 19 accords de partage des avantages ont été approuvés.

14. Les accords sur l'accès et le partage des avantages semblent être concentrés dans des pays ayant une riche diversité biologique. L'Amérique latine est partie à plus d'accords sur l'accès et le partage des avantages que toutes les autres régions. La plupart des accords prévoient des paiements variant de quelques dizaines de milliers de dollars à près d'un million de dollars.

---

<sup>10</sup> Le projet de rapport a été mis à la disposition de la douzième réunion du Groupe de travail aux fins de commentaires sous la cote UNEP/CBD/WGRI/5/INF/4 et ensuite proposé à la douzième réunion de la Conférence des Parties dans le document UNEP/CBD/COP/12/13/Add.1.

***C. Deuxième étape du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique***

15. Conformément au paragraphe 24 de la décision XI/4, la deuxième étape du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique a poursuivi l'évaluation des bienfaits de la réalisation de tous les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, l'évaluation des investissements et des ressources requises pour réaliser les objectifs, ainsi que le repérage des occasions et la définition des moyens les plus rentables de réaliser les objectifs.<sup>11</sup> Les travaux du Groupe de haut niveau avaient pour but d'appuyer et d'informer les débats de la Conférence des Parties entourant la mobilisation des ressources et les mécanismes de financement innovants, et de contribuer à mieux comprendre les ressources et les investissements mondiaux nécessaires.

16. Le rapport de la deuxième étape du Groupe de haut niveau conclut, entre autres, que les bienfaits monétaires et non monétaires obtenus par la mise en œuvre des objectifs d'Aichi devraient vraisemblablement en dépasser les coûts.<sup>12</sup> Il reconnaît le besoin d'élaborer des cadres de politique et institutionnels cohérents, y compris une forte volonté politique, dans tous les pays, afin de garantir ces bienfaits et synergies. De plus, le Groupe de haut niveau précise que les mécanismes de financement efficaces et effectifs exigeront des institutions cohésives et bien conçues, des cadres de politique efficaces et une bonne gouvernance à laquelle participeront tous les acteurs compétents. Ils exigeront également une sensibilisation aux valeurs de la diversité biologique, le renforcement des capacités et le développement d'une base de connaissances. Une compréhension et une acceptation accrues de la part du public permettront de justifier facilement les décisions de politique nécessaires pour appuyer la mobilisation des ressources, ce qui favorisera l'efficacité économique, l'accès aux marchés et la diversification des revenus, la réforme fiscale et les investissements du secteur privé. Le rapport indique en outre que la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique exigera une utilisation plus efficace des budgets publics, de même que l'élaboration d'instruments financiers et de mesures d'encouragement innovants. Les gouvernements doivent mettre en place des conditions habilitantes, dont des instruments de politique et de financement appropriés qui favoriseront une plus grande participation du secteur privé<sup>13</sup>.

17. Le Groupe de haut niveau a également constaté que les dépenses effectuées et les mesures prises pour réaliser les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique doivent être reconnues dans le cadre d'investissements généraux pour la réalisation du développement durable dans le contexte du programme de développement dans l'après-2015 des Nations Unies et des objectifs de développement durable. Les objectifs de développement devraient créer les conditions habilitantes nécessaires à la conservation et à l'utilisation durable de la diversité biologique, notamment des institutions améliorées, l'élaboration de politiques et des capacités humaines accrues, afin de favoriser la prise de décisions informées concernant

---

<sup>11</sup> Le Groupe de haut niveau s'est réuni en personne à trois reprises, le 30-31 mai 2013 (Trondheim, Norvège), le 2-4 décembre 2013 (Chennai, Inde) et le 14-15 avril 2014 (Brasilia, Brésil). Le Secrétariat a contracté les services du Secrétariat du Centre mondial de surveillance pour la conservation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (CMSC-PNUE) et d'ICF International afin de mener un projet de recherche ascendant pour analyser les liens d'interdépendance entre les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique et les politiques plus générales, ainsi que les coûts et les bienfaits de réaliser les objectifs à plusieurs niveaux différents.

<sup>12</sup> Le sommaire analytique (UNEP/CBD/COP/12/13/Add.2) et le rapport complet (UNEP/CBD/COP/12/INF/12) de la deuxième étape du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique sont publiés au : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=cop-12>.

<sup>13</sup> Ils peuvent comprendre la réforme fiscale environnementale, le paiement pour les services écosystémiques, la compensation de la diversité biologique, des marchés pour les produits écologiques et l'intégration de la diversité biologique au financement pour les changements climatiques et le financement du développement international.



la nature. Une intégration adéquate de la diversité biologique au cadre de travail de l'après-2015 aidera à réduire les besoins de financement de la diversité biologique. En dernier lieu, le Groupe de haut niveau indique qu'il faut augmenter considérablement le financement de la diversité biologique, réaffecter les dépenses actuelles en fonction des objectifs de la diversité biologique afin de combler les manques de financement et améliorer l'intégration sectorielle. La majeure partie du financement nécessaire pour lutter contre les moteurs de l'appauvrissement de la diversité biologique exigera l'intégration des mesures pour la diversité biologique aux budgets existants.

***D. La diversité biologique au service du développement et de l'éradication de la pauvreté***

18. Le Groupe d'experts sur la diversité biologique au service du développement et de l'éradication de la pauvreté, qui s'est réuni à Dehradun et à Chennai, en Inde, a discuté entre autres choses des questions relatives à l'intégration de la diversité biologique aux programmes de comptabilité nationaux, de la disponibilité des sommes et des bienfaits d'investir dans les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique, l'éradication de la pauvreté et le développement durable. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention, dans sa recommandation 5/8, recommande l'adoption de l'orientation de Chennai pour l'intégration de la diversité biologique et l'éradication de la pauvreté, qui conseille notamment aux Parties d'encourager la coordination des activités et la création de synergies en accordant une attention particulière à l'égalité des sexes et sociale, l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, y compris les démarches non fondées sur le marché, la gestion durable des services écosystémiques, des mécanismes d'encouragement pertinents conformes à la Convention sur la diversité biologique, la mise à niveau des meilleures pratiques et la responsabilisation des communautés autochtones et locales (recommandation 8, annexe, sous-section 3 A, alinéa c) iii)).

***E. Séminaire de dialogue de Quito sur la mise à niveau des finances pour la diversité biologique***

19. Le deuxième séminaire de dialogue sur la mise à niveau des finances pour la diversité biologique, qui a eu lieu du 9 au 12 avril 2014 à Quito, a porté sur des moyens de mettre à niveau les ressources financières en appui à la réalisation des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique de 2020. Les participants ont notamment souligné l'importance de l'accès et du partage des avantages en tant que mécanismes clés pour la diversité biologique. Les Parties pourraient affecter les bienfaits monétaires (y compris les droits pour les échantillons recueillis, les paiements forfaitaires et par étapes, les redevances, le financement de la recherche et les droits d'utilisation et de commercialisation) et les bienfaits non monétaires (dont les programmes de recherche et de développement collaboratifs, le transfert de technologie et la formation) découlant de l'utilisation des ressources génétiques à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

***F. Ateliers régionaux sur la mobilisation des ressources***

20. En réponse au paragraphe 27 de la décision XI/4, le Secrétariat a organisé une série d'ateliers régionaux et infrarégionaux sur la mobilisation des ressources, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), par le biais de son Initiative de financement de la diversité biologique (BIOFIN), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, par le biais de son Centre mondial de surveillance pour la conservation (CMSC-PNUE).<sup>14</sup> Les ateliers avaient pour but d'accroître la capacité des participants de préparer des plans nationaux de mobilisation des ressources pour la diversité biologique dans le cadre de la révision/actualisation des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANDB) et d'appliquer les outils pertinents en vue d'identifier,

<sup>14</sup> Des ateliers ont été organisés pour l'Afrique (à Entebbe, Ouganda, du 11 au 13 février 2014), l'Asie et le Pacifique (à Bangkok, Thaïlande, du 6 au 8 mai 2014), l'Europe centrale et de l'Est et l'Asie centrale (à Vilm, en Allemagne, du 26 au 28 mai 2014) et pour l'Amérique latine et les Caraïbes (à Brasilia, Brésil, du 15 au 17 avril 2014).

d'évaluer et de faire rapport sur les ressources mobilisées pour la diversité biologique, afin d'établir de solides valeurs de référence financières.

21. Les participants ont notamment été informés des éléments de base de la démarche BIOFIN du PNUD pour cerner et évaluer les besoins et les priorités de financement de la diversité biologique ; les étapes de l'établissement des coûts des SPANDB actualisés et la détermination du manque de financement en vue de leur mise en œuvre ; les principales étapes de l'élaboration d'une stratégie nationale de mobilisation des ressources et l'intégration de la planification de la mobilisation des ressources dans le processus d'actualisation des SPANDB ; les mouvements financiers mondiaux actuels pour la conservation et leurs sources et les autres mécanismes de financement possibles de la diversité biologique. La mobilisation des ressources pour le Protocole de Nagoya a été un facteur dans ces ateliers.

### **III. RECOMMANDATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE SUR L'EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION CONCERNANT LA MOBILISATION DES RESSOURCES**

22. Dans sa recommandation 5/10 sur l'examen de l'application de la stratégie de mobilisation des ressources, le Groupe de travail à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a invité le Secrétaire exécutif à élaborer des propositions de mesures concrètes et effectives pour la réalisation de l'objectif 20 d'Aichi relatif à la diversité biologique, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.<sup>15</sup> Les propositions devaient comprendre des mesures et indicateurs possibles associés à la réalisation d'objectifs de mobilisation de ressources ; des mécanismes de prestation et de soutien pour le soutien technique et le renforcement des capacités, y compris les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'application des outils et instruments financiers, afin d'aider les Parties à combler leurs besoins de mobilisation des ressources ; un catalogue d'instruments de renforcement des capacités et de soutien technique mis à la disposition des Parties par diverses organisations ; des scénarios de lignes directrices volontaires sur les risques et les bienfaits possibles des mécanismes de financement et des garanties innovants propres à chaque pays ; et des activités et des démarches pour encourager et appuyer les mesures collectives de mobilisation des ressources en vue de réaliser les objectifs de la Convention. En réponse, le Secrétaire exécutif a élaboré des propositions pour mobiliser des ressources financières adéquates et prévisibles aux fins de mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique de 2020, qui sont contenues dans le document UNEP/CBD/COP/12/13.

23. Le Secrétaire exécutif a aussi été invité à réviser, en consultation avec les Parties, le cadre de travail préliminaire pour les rapports en vue de faciliter la communication des données financières et de rendre les rapports conformes aux objectifs de mobilisation des ressources, et de remettre également le rapport de suivi mondial sur la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion. Le cadre révisé pour les rapports financiers a été mis à la disposition de la douzième réunion de la Conférence des Parties dans le document UNEP/CBD/COP/12/13/Add.3. Les Parties peuvent également utiliser le cadre de travail pour les rapports pour faire rapport des ressources mobilisées pour l'application du Protocole de Nagoya.

24. Le Groupe de travail a également recommandé des éléments d'un projet de décision sur la mobilisation des ressources aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion. Le paragraphe 1 du projet de décision propose deux choix de texte sur les objectifs définitifs de mobilisation des ressources, mais aucun consensus n'a été atteint sur le libellé définitif (recommandation 5/10,

---

<sup>15</sup> La recommandation 5/10 est contenue dans le document UNEP/CBD/COP/12/4, sur le site : <http://www.cbd.int/doc/?meeting=cop-12>.



paragraphe 6, alinéa 1). Le paragraphe 2 du projet de décision exhorte les parties et les autres gouvernements à élaborer leurs propres stratégies nationales ou plans financiers pour la mobilisation des ressources correspondant aux besoins et priorités connus, avec l'appui des organisations internationales et régionales compétentes. Le projet de décision invite en outre les Parties et les organisations économiques, ainsi que les autres parties prenantes à utiliser les lignes directrices volontaires pour la mise à niveau des mécanismes de financement de la diversité biologique, selon qu'il convient et conformément aux lois nationales, en tenant compte des risques et bienfaits possibles et des garanties des mécanismes de financement innovants propres à chaque pays.<sup>16</sup> Il accueille également le deuxième rapport du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources en appui à la mise en oeuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique<sup>17</sup> et encourage les Parties à examiner ses conclusions et à appliquer ses recommandations, selon qu'il convient. La Conférence des Parties est invitée à adopter le cadre de travail pour les rapports financiers (UNEP/CBD/COP/12/13/Add.3) préparé par le Secrétaire exécutif et demande au Secrétaire exécutif d'intégrer le cadre de travail pour les rapports aux lignes directrices pour le sixième rapport national.

25. En ce qui concerne le soutien technique et le renforcement des capacités, les Parties et les institutions de financement nationales, régionales et internationales en position de le faire, sont invitées à offrir un soutien financier et de renforcement des capacités pour la mobilisation des ressources et l'objectif 3 d'Aichi relatif à la diversité biologique, selon les besoins exprimés par les Parties. Le Secrétaire exécutif est aussi invité à continuer de catalyser et de fournir une orientation technique et un renforcement des capacités pour les rapports financiers, la définition des besoins et des manques de financement, et l'élaboration de stratégies et mesures d'encouragement nationales de mobilisation de ressources, notamment en organisant des ateliers et un atelier technique d'experts sur l'identification, l'accès, la compilation et le rassemblement d'investissements nationaux et internationaux pour la diversité biologique et leurs répercussions.

#### **IV. PROJETS D'ÉLÉMENTS D'UNE DÉCISION SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES POUR L'APPLICATION DU PROTOCOLE DE NAGOYA**

##### **A. *Projet de décision recommandé par le Comité intergouvernemental***

26. Le Comité intergouvernemental, à sa deuxième réunion, a recommandé que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, à sa première réunion, adopte une décision qui ressemble à ce qui suit :

*La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole,*

*Rappelant* le paragraphe 1 de l'article 25 du Protocole, qui oblige les Parties à tenir compte des dispositions de l'article 20 de la Convention lors de l'étude des ressources financières aux fins d'application du Protocole,

*Confirmant* l'engagement des Parties à respecter les obligations exposées dans les dispositions de l'article 20 de la Convention,

*Reconnaissant* que la Stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention englobe la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya,

<sup>16</sup> Les lignes directrices sont basées sur le document révisé que les risques et bienfaits possibles des mécanismes financiers innovants et garanties propres à chaque pays (UNEP/CBD/WGRI/5/INF/7).

<sup>17</sup> UNEP/CBD/COP/12/13/Add.2.

*Soulignant* que tout nouveau mécanisme de financement amélioré s'ajoute à tout mécanisme de financement établi en vertu des dispositions de l'article 21 de la Convention et de l'article 25 du Protocole, et ne les remplace pas,

1. *Prie* le Secrétaire exécutif d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole dans ses activités d'appui à la Stratégie de mobilisation des ressources ;

2. *Encourage* les Parties à inclure la mobilisation des ressources, dont les besoins, les écarts et les priorités de financement, dans leurs processus de planification aux fins d'application du Protocole, notamment en intégrant ces questions à leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique ;

3. *Encourage* également les Parties à diriger les ressources nationales vers l'application du Protocole, en fonction des circonstances nationales, [y compris les circonstances découlant de l'application réussie des ententes relatives à l'accès et au partage des avantages,] et au moyen de nouveaux mécanismes de financement novateurs ;

4. *Encourage également* les Parties, les autres gouvernements, les organisations compétentes, le secteur privé et les institutions financières à fournir des ressources financières selon leurs moyens, notamment au moyen de nouveaux mécanismes de financement novateurs, aux fins d'application du Protocole, et d'inclure l'appui à l'application du Protocole parmi les domaines essentiels de financement ;

5. *Encourage* les Parties à prendre les mesures convenables auprès des organes directeurs des institutions financières multilatérales et des organismes de développement compétents afin que l'allocation effective des ressources prévisibles aux fins d'application du Protocole de Nagoya reçoive la priorité et l'attention qu'elle mérite ;

6. *Encourage également* les Parties à intégrer l'application du Protocole de Nagoya à leurs plans et priorités de coopération au développement, et à leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique ;

7. *Encourage* les Parties et les organisations compétentes à hausser le niveau de sensibilisation, notamment des responsables de politiques et des décideurs de haut niveau, du secteur des affaires et des agences de financement compétentes, à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions d'accès et de partage des avantages apparentées, conformément à l'article 21 du Protocole, en appui à la mobilisation de ressources aux fins d'application du Protocole ;

8. *Invite* les Parties et les organisations compétentes à soumettre de l'information sur leurs expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole et sur l'état des fonds mobilisés au Secrétaire exécutif ;

9. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer une synthèse de l'information reçue sur les expériences en matière de mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole et de présenter un aperçu de l'état et des tendances en matière de financement aux fins d'examen à la prochaine réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole ;

10. *Prie également* le Secrétaire exécutif de préparer un document sur les sources possibles de financement international pertinent afin d'appuyer les efforts des Parties pour mobiliser des ressources financières internationales supplémentaires aux fins d'application du Protocole.

### ***B. Éléments supplémentaires d'un projet de décision***

27. En plus de la recommandation ci-dessus du Comité intergouvernemental, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, prenant note des développements soulignés dans la présente note concernant la mobilisation de ressources dans le contexte de la Convention, pourrait souhaiter adopter également des éléments de décision supplémentaires qui ressemblent à ce qui suit :

a) *Accueille* la décision de la Conférence des Parties d'inclure l'examen de la mobilisation des ressources aux fins d'application du Protocole de Nagoya dans la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention et dans la réalisation des objectifs de mobilisation des ressources ;

b) *Prend note* de l'examen de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation des ressources en appui à la réalisation des trois objectifs de la Convention abordé par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion ;<sup>18</sup>

c) *Prend note* des objectifs préliminaires de mobilisation des ressources adoptés par la Conférence des Parties au paragraphe 7 de la décision XI/4 et *recommande* que la Conférence des Parties inclue l'examen des besoins en ressources pour le Protocole de Nagoya dans sa décision sur les objectifs définitifs de mobilisation de ressources;

d) *Prend note également* des mesures pour mobiliser des ressources financières adéquates et prévisibles pour la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique proposées par le Secrétaire exécutif aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion<sup>19</sup> et *invite* les Parties au Protocole de Nagoya à utiliser la série de mesures proposée en tant que cadre de travail souple pour la mobilisation de ressources aux fins de mise en œuvre du Protocole de Nagoya, selon qu'il convient ;

e) *Accueille* le cadre de travail révisé pour les rapports financiers préparés par le Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/COP/12/13/Add.3) et *invite* les Parties au Protocole de Nagoya à veiller à ce que les ressources mobilisées aux fins d'application du Protocole de Nagoya soient prises en compte dans le cadre de travail pour les rapports financiers ;

f) *Prend note* du deuxième rapport du Groupe de haut niveau sur l'évaluation mondiale des ressources en appui à la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique<sup>20</sup> et *invite* les Parties au Protocole à envisager d'appliquer ses recommandations, selon qu'il convient ;

g) *Accueille* le soutien au renforcement des capacités pour la mobilisation de ressources fourni par le Secrétaire exécutif en collaboration avec les organisations internationales compétentes ;

h) *Invite* le Secrétaire exécutif à élaborer, en collaboration avec les organisations compétentes, des outils d'orientation et du matériel de formation afin d'aider les Parties à mobiliser des ressources financières, techniques et humaines aux fins d'application du Protocole de Nagoya.\_\_\_\_\_

<sup>18</sup> UNEP/CBD/WGRI/5/INF/3.

<sup>19</sup> Contenu dans l'annexe au document UNEP/CBD/COP/12/13.

<sup>20</sup> UNEP/CBD/COP/12/13/Add.2.